

COVID-19 : le combat pour la santé et la défense des intérêts des travailleur·euses continue !

La situation sanitaire continue à s'aggraver avec une sixième vague Omicron qui a enchaîné par dessus la vague Delta. Le gouvernement reste sur une ligne en faillite depuis 2 ans : alternant autoritarisme et gestion à court terme, sans cohérence, visant plus à préserver «l'Économie» que la population. **Il est temps de changer de cap et de revendiquer enfin une politique sanitaire non-autoritaire, populaire et anti-capitaliste !**

Vacciné·es mais pas fliqué·es !

Alors que le pass sanitaire va se transformer en pass vaccinal, **nous contestons toujours le choix de cette mesure autoritaire et liberticide comme mode de gestion de l'épidémie et revendiquons son abrogation.** Cet outil de techno-police vient s'ajouter aux nombreuses mesures sécuritaires mises en place depuis plusieurs années dans un climat d'« État d'urgence » permanent. Il nous impose de badger via un smartphone et de subir des contrôles, y compris d'identité, pour des activités du quotidien. Cette dérive vers une société de surveillance totale est insupportable et doit être combattue !

Le pass est symbolique d'une gestion sanitaire totalement arbitraire. Par exemple, pourquoi épargner les centres commerciaux plutôt que des bibliothèques ou musées facilement sécurisables ? Pourquoi encadrer les transports en TGV et pas les nombreux trajets du quotidien dans des transports en commun souvent bondés ?

Le gouvernement laisse délibérément courir l'épidémie mais fait semblant d'agir avec des mesures toujours plus absurdes et inutiles : masques en extérieurs alors que cela concerne peu de contaminations, règles sanitaires illisibles dans les bars ou les trains... Plutôt qu'une communication raisonnée sur le long terme, le gouvernement préfère le marketing politique instantané et doit revenir constamment sur ses engagements. Ces incohérences et revirements nourrissent la défiance envers les politiques de santé publique et les discours confusionnistes.

D'un point de vue purement sanitaire, **le pass qu'il soit sanitaire ou vaccinal n'est pas une protection en soi. Comme le montre le boom épidémique depuis novembre,** Il n'empêche pas les chaînes de transmission y compris par des personnes vaccinées. La sécurisation sanitaire des lieux à risque nécessite des investissements matériels (contrôle de la qualité de l'air...) et l'application de mesures de prévention... Fermer l'accès des bars ou cinémas aux personnes non vaccinées ne les empêchera pas de vivre au contact du reste de la population et de se contaminer.

Même si elle n'est pas la solution miracle, capable seule d'éteindre la pandémie, nous le redisons **sans ambiguïté : la vaccination massive reste un outil collectif majeur contre le COVID.** Elle a des effets directs attestés sur la maladie, avec une limitation de la mortalité et des publics non-vaccinés proportionnellement toujours plus touchés, pour des effets secondaires relativement faibles, même si ils doivent être mieux reconnus et indemnisés. L'extension au maximum de la couverture vaccinale et son renouvellement si nécessaire, est légitime, comme pour d'autres vaccins qui nous ont libéré de maladies du passé. **La question de la vaccination universelle doit être posée, par contre, il est pour nous contre-productif de l'imposer de façon non assumée et par des moyens détournés, comme le pass.**

.....

Encadré

Pour défendre efficacement nos intérêts : combattons le confusionnisme !

Il faut combattre l'autoritarisme et la politique de santé défaillante de Macron mais **nous devons tous·tes être intransigeant·es face aux réactionnaires, sectaires ou politicien·nes opportunistes qui, par intérêt, prêchent la confusion.** Ce sont souvent les mêmes qui nous gavaient d'explications simplistes niant l'épidémie ou de discours individualistes et égoïstes voulant laisser crever les vieux et les « faibles », qui surfent encore aujourd'hui sur le refus ou la méfiance de la vaccination. **En empêchant de débattre sereinement sur une politique sanitaire réellement protectrice de la population et de nos intérêts de classe, ces discours servent le pouvoir.** Nous savons pourtant que le COVID a bien plus frappé les quartiers populaires et les travailleur·euses en première ligne que les classes aisées. Le virus est bien là et le laisser prospérer serait dangereux et irresponsable !

.....

Pour une politique sanitaire non-autoritaire, populaire et anti-capitaliste !

La stratégie vaccinale ne peut clairement pas tout régler et les mesures non-pharmaceutiques restent incontournables. **La lutte contre la pandémie doit s'accompagner de mesures sociales et économiques** : distribution gratuite de masques FFP2 pour tous·tes, revenus garantis à 100% en cas d'isolement, de mise au chômage partiel ou de garde d'enfants y compris pour les travailleur·euses ubérisé·es, réquisitions de logements pour les personnes à la rue ou mal logé·es, soutien à ceux·celles vivant seul·les, gels des prix et loyers....

La priorité doit être donnée aux services publics, en premier lieu la santé. Il est inadmissible que la destruction de l'hôpital public se poursuive avec la suppression des milliers de lits d'hôpitaux et des conditions de travail qui poussent les salarié·es du secteur vers la sortie et aggrave la situation. De nombreux services fonctionnent en sous-capacité faute de personnels ! Au contraire, la situation globale exige un **plan d'urgence pour les hôpitaux** à hauteur des besoins formulés par les soignant·es : c'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons ! Il faut imposer **une revalorisation de tous les personnels**, un investissement massif dans les soins à domicile et pour les travailleur·euses du secteur.

Comme le montre la situation chaotique depuis la rentrée, le **système scolaire, est aussi particulièrement vulnérable et délibérément sacrifié par le gouvernement.** Il est nécessaire de faire enfin les investissements pour le sécuriser notamment concernant l'aération des locaux comme tous les autres lieux fermés accueillant du public. Plutôt que de nier constamment la réalité de l'épidémie à l'école et d'alléger les protocoles, le ministre devrait plutôt répondre aux revendications des personnels sur sa gestion catastrophique.

Nous considérons que **la vaccination est un « bien commun de l'humanité »** et

refusons par contre qu'elle soit source de profit pour les capitalistes de l'industrie pharmaceutique. Avec un collectif d'organisations, nous avons milité dès février pour une **levée des brevets, une mutualisation des connaissances ou la réquisition des entreprises pharmaceutiques** pour produire en masse les vaccins et les diffuser égalitairement dans tous les pays. Il n'y aura pas de contrôle de la pandémie à l'échelle mondiale sans cet accès libéré.

Ces mesures sont bien plus que symboliques, en **remettant clairement en cause la main-mise des capitalistes sur nos vies**. Plus que jamais, la pandémie et ses conséquences nous imposent d'avancer pour notre projet de transformation sociale en rupture avec le capitalisme !

Vive la classe ouvrière, ne comptons que sur nous-mêmes !